

<http://pierrealainmillet.fr/Un-an-apres-le-changement-de>



Un an après le changement de majorité, le point des élus communistes

- Agglomération -



Date de mise en ligne : jeudi 8 juillet 2021

Copyright © Blog Vénissian de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Le groupe des élus communistes et républicains du conseil de la métropole du Grand Lyon a fait le bilan d'une première année riche de projets et d'initiatives, mais bien entendu profondément marquée par la crise sanitaire, économique et sociale.

Les habitants peuvent être satisfaits du travail réalisé dans cette première année. La nouvelle majorité métropolitaine a engagé beaucoup d'actions et affirmé des politiques publiques fortes, avec la régie de l'eau, les tarifs SYTRAL, le logement, le plan nature, le plan agriculture, et le travail se poursuit. Elle met en oeuvre son programme, même si nous savons tous que le vécu au quotidien de la grande majorité des habitants est marqué par la crise sanitaire, économique et sociale, les inquiétudes pour l'avenir. C'est pourquoi l'enjeu de la relation aux citoyens, de leur participation aux affaires de la métropole est réellement décisif.

Le niveau d'abstention confirme la profondeur de la fracture politique entre le peuple et les institutions, et ne nous faisons pas d'illusion, nous en faisons partie. L'abstention est une gifle électorale pour tout le système politique. Le pire est donc toujours possible, et la nette majorité pour le candidat de droite aux élections régionales dans la métropole est une alerte.

Depuis des décennies, le chômage, la précarité, les inégalités grandissantes rongent la vie sociale, l'individualisme détruit les solidarités, le marché nous met tous en concurrence, les trafics et les incivilités défont la tranquillité publique, la république semble incapable de faire respecter nos droits. Et la crise sanitaire a aggravé toute ces tensions.

Nous sommes demandeurs de faire plus et plus vite sur la participation citoyenne, et passer des principes à des actions concrètes avec les moyens nécessaires. Ce sera le cas entre autres sur la ZFE qui doit absolument éviter toute rupture citoyenne résultante de contraintes dont nous savons tous qu'elles seront socialement très inégales. La ZFE ne doit pas être un facteur de fracture sociale et urbaine.

Nous apportons partout où nous le pouvons notre contribution, mais le bilan de cette première année nous conduit à pointer les questions qui demandent un débat politique large.

C'est le cas de toutes les questions sociales. Nous avons créé des postes dans le budget 2021 notamment pour les maisons de la métropole, mais nous ne mesurons sans doute pas vraiment l'ampleur du manque de travailleurs sociaux partout. Dans nos MDM, un travailleur social suit plus de 60 familles, alors même que les situations sont de plus en plus complexes, sources de violences, et les événements récents nous le confirment. Nous avons besoin d'un bilan partagé avec nos agents sur la situation sociale et les réponses publiques.

C'est dans le même sens que nous avons proposé une mission d'information et d'évaluation du système de santé dans la métropole, qui serait l'occasion d'entendre tous les acteurs, notamment les soignants et personnels, et de donner des éléments solides au débat citoyen et donc aux luttes sociales nécessaires pour renverser enfin toutes les politiques de réduction des moyens de la santé publique.

De même, le travail réalisé pour le schéma directeur des collèges confirme l'ampleur du déficit d'investissements des mandats précédents. En résumé, nous aurons en 2026 malgré notre PPI une situation explosive de milliers de places de collèges manquantes. Nous demandons une décision exceptionnelle, qui serait l'occasion d'une clarification politique face aux oppositions de droite en décidant d'un plan d'investissement pour lancer la

construction de 5 à 7 collèges dans le mandat et accélérer les réhabilitations. Ce serait un message majeur auprès des parents et des collègues...

Enfin, il faut contribuer à prendre à bras le corps les incivilités et les trafics qui détruisent les solidarités et la vie sociale dans de trop nombreux quartiers, et ce n'est pas qu'un problème de banlieue. Bien sûr, la sécurité n'est pas une compétence métropolitaine, mais on ne peut réussir de participation citoyenne sur aucune de nos compétences quand la relation entre citoyens est surdéterminée par la sécurité.

C'est pourquoi par exemple, nous sommes circonspect sur la feuille de route sur les déchets qui devrait se traduire prochainement par des délibérations de stratégie. Elle est centrée sur un objectif élevé de réduction rapide des déchets, mais ce que nous vivons dans de nombreux quartiers, c'est l'impossibilité par exemple d'organiser la collecte sélective parce que les tensions urbaines sont trop fortes (vandalisme sur les bacs, feux de poubelles, dépôts sauvages). Nous connaissons par les statistiques de collecte comme par les études MODECOM les grandes différenciations sociales dans la relation aux déchets. Ces enjeux doivent conduire à un plan de prévention des déchets adapté aux réalités sociales et territoriales.

Au total, la métropole est face à des défis majeurs

[-] elle a été construite pour la concurrence dans la mondialisation, pour l'attractivité des "premiers de cordées", et elle doit répondre aux besoins de tous les "premiers de corvées" qui forment ses quartiers populaires en retissant le vivre ensemble de toutes les couches sociales face aux risques de l'insécurité sociale, urbaine, citoyenne.

[-] elle a été construite pour éloigner les lieux de décisions des citoyens en affaiblissant les communes. Elle ne peut pourtant devenir un atout social et environnemental sans reconstruire la citoyenneté, donc sans retrouver la place des communes dans la métropole.

La nouvelle majorité s'est installée, de nombreux dossiers sont lancés, mais nous mesurons mieux à quel point il faut conforter la transformation de la métropole vers une métropole des communes et des citoyens, mieux orienter les dépenses de fonctionnement vers nos priorités, assurer la contribution fiscale des entreprises au développement des services urbains dont elles bénéficient pour répondre à nos besoins d'investissements.

Au total, nous pensons qu'il faut frapper fort sur les questions sociales que la crise a mis au devant des préoccupations de tous, et sur l'enjeu central de la participation citoyenne.